

# Une superpuissance énergétique ? Le Canada d'Harper et les sables bitumineux contre l'environnement

samedi 16 mars 2013, par [ANGUS Ian](#) (Date de rédaction antérieure : 3 juin 2012).

## Sommaire

- [Une superpuissance du réchauff](#)
- [Un agenda pro-pétrolier \(...\)](#)
- [Le saccage de la protection de](#)
- [Contre Kyoto](#)
- [Pipelines et chasses aux \(...\)](#)
- [Ce qui est bon pour les \(...\)](#)

A un certain moment du mois de mai - personne ne connaît la date exacte - une fuite se déclencha dans un pipeline au nord de l'Alberta, à 165 km exactement des Territoires du Nord-Ouest. Quand elle fut colmatée, au moins 22.000 barils d'une émulsion toxique de pétrole et d'eau avait empoisonné des hectares de fondrière de mousse - un biotope fragile- près de Rainbow Lake.

En cette époque de haute technologie, on pourrait penser que les pipelines sont équipés de capteurs permettant de détecter les fuites, mais pas dans ce cas. Pace Oil & Gas ne prit conscience du problème que le 19 mai lorsque, volant à basse altitude, le pilote d'une autre société remarqua une tache sombre qui s'étendait sur la terre.

Juste un an plus tôt, un autre pipeline avait libéré 28.000 barils de pétrole brut dans la forêt et la fondrière de mousse près de Little Buffalo, une communauté Cree à 400 kilomètres au sud-est de Rainbow Lake.

Ces déversements sont une infime partie des dommages environnementaux causés par l'industrie pétrolière et gazière en croissance rapide, dont le gouvernement de Stephen Harper croit qu'elle devrait être beaucoup moins réglementée.

## Une superpuissance du réchauffement

S'adressant à un auditoire d'hommes d'affaires au Royaume-Uni peu après être devenu Premier ministre, en 2006, Stephen Harper annonça que son gouvernement avait l'intention de faire du Canada une « *superpuissance énergétique* ». Le Canada, dit-il, est déjà le « cinquième plus gros producteur d'énergie du monde », au troisième rang pour la production de gaz, au septième pour le pétrole, au premier pour l'hydroélectricité et l'uranium. Mais ce n'est « *qu'un début* », ajouta-t-il, car « *un océan de sable imprégné de pétrole gît sous les fondrières de mousse du nord de l'Alberta.* » « *Les sables bitumineux sont le deuxième gisement du monde, plus grand que l'Irak, l'Iran ou la Russie, seule l'Arabie saoudite le dépasse. Extraire le bitume du sol, en retirer le pétrole*

*et le transformer en pétrole brut synthétique constitue un défi monumental. » Cela nécessite de grandes quantités de capital, une technologie faramineuse et une armée de travailleurs qualifiés. Bref, il s'agit d'une entreprise aux proportions épiques, analogue à la construction des pyramides ou de la Grande Muraille de Chine. Mais en plus grand. En 2015, la production canadienne de pétrole devrait atteindre près de 4 millions de barils par jour. " [1]*

Ce que Harper ne dit pas à cette occasion – en fait, il ne le dit jamais – est que, contrairement à la construction des pyramides ou de la Grande Muraille, l'extraction des sables bitumineux fait peser la menace d'une catastrophe environnementale. « *Extraire le pétrole et le transformer en pétrole brut synthétique,* » est un processus très sale : la production d'un baril de pétrole brut à partir des sables bitumineux émet jusqu'à trois fois plus de gaz à effet de serre par baril que celle du pétrole brut classique, ce qui fait du pétrole des sables bitumineux le plus sale de la planète.

Comme l'a écrit récemment le climatologue James Hansen, si les sables bitumineux sont entièrement exploités, « *c'en sera fait du climat* ».

*« Les sables bitumineux du Canada, ces dépôts de sable saturés de bitume, contiennent deux fois la quantité de dioxyde de carbone émise du fait de l'utilisation mondiale de pétrole au cours de toute notre histoire. Si nous devons exploiter pleinement cette source nouvelle de pétrole, et continuer à brûler le pétrole conventionnel, le gaz et les réserves de charbon, la concentration atmosphérique en dioxyde de carbone finirait par dépasser ses niveaux du Pliocène, il y a plus de 2,5 millions d'années, quand le niveau de la mer était supérieur d'au moins quinze mètres à ce qu'il est actuellement. Une telle concentration en gaz à effet de serre entraînerait à coup sûr une accélération incontrôlable de la désintégration des calottes glaciaires. Le niveau des mers augmenterait et détruirait les villes côtières. Les températures mondiales deviendraient intolérables. Vingt à cinquante pour cent des espèces de la planète seraient vouées à l'extinction. La civilisation serait en danger. " [2]*

Harper n'en a cure. La protection de l'environnement figure au bas de sa liste de priorités, les profits de l'industrie pétrolière tout en haut.

## **Un agenda pro-pétrolier et anti-environnemental**

Il convient de noter que les conservateurs ne sont pas le premier parti au pouvoir à faire passer la production pétrolière avant la protection de l'environnement. Entre 1993 à 2006, les gouvernements du Parti libéral ratifièrent le Protocole de Kyoto et annoncèrent une série de programmes à consonance verte mais, en pratique, ils soutinrent des projets tels qu'aucun de leurs objectifs déclarés en matière d'émissions ne pouvaient être satisfaits.

Bien avant qu'Harper en ait fait sa priorité absolue, les gouvernements Chrétien et Martin promurent activement l'exploitation accrue des sables bitumineux de l'Alberta. En 1995, un groupe de travail conjoint fédéral-provincial sortit des plans visant à tripler la production d'ici 2020 - un objectif qui fut effectivement dépassé en moins d'une décennie. Ministre de l'Environnement de Chrétien, Stéphane Dion déclara aux journalistes américains en 2005 : « *aucun ministre de l'environnement ne peut empêcher cela [le développement des sables bitumineux] d'aller de l'avant, parce qu'il y a trop d'argent en jeu.* »

En conséquence, pendant que les libéraux étaient au pouvoir, les émissions canadiennes de gaz à effet de serre augmentèrent de plus de 27 pour cent, le pire bilan de tous les pays industrialisés.

Cependant, les conservateurs allèrent plus loin, abandonnant même toute apparence de préoccupation environnementale. Leur objectif primordial est d'accélérer les approbations et de

réduire l'examen public des projets potentiellement dommageables. Les études d'incidence environnementales n'étaient peut-être qu'une formalité sous les gouvernements libéraux, n'empêche que l'industrie les considérait comme de fastidieuses tracasseries. Harper et sa bande veulent rassurer les investisseurs que les audiences ou les examens seront rapides, et les conclusions prédéterminées.

Alors que l'attaque de Stephen Harper contre les politiques environnementales se déploie sur beaucoup de terrains, y compris contre des projets purement scientifiques, son axe central est l'élimination des programmes gouvernementaux susceptibles d'interférer avec l'expansion rapide de l'extraction énergétique et des produits d'exportation. Lors du Forum économique mondial de Davos, en janvier, il promit de « *prendre des mesures pour s'assurer que les projets énergétiques et miniers ne soient pas soumis à des délais réglementaires inutiles - c'est-à-dire retarder pour le seul plaisir de retarder.* » [3]

## **Le saccage de la protection de l'environnement**

Ce que Harper voulait dire par cette formule est devenu évident avec le projet de loi C-38, l'important projet de loi budgétaire déposé à la Chambre des communes en avril. Formellement intitulé « Loi sur l'emploi, la croissance et la prospérité à long terme », il comprend 150 pages de modifications apportées aux réglementations environnementales, toutes conçues pour affaiblir les protections environnementales et limiter la participation du public lors des études d'incidence.

Comme l'a dit la dirigeante du Parti Vert, Elizabeth May, ce projet devrait être appelé « Loi sur la destruction de l'environnement ».

Ces changements radicaux amenèrent Maurice Strong, le diplomate canadien qui fut le secrétaire général du célèbre Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, à déclarer que le gouvernement fédéral actuel est « *le plus anti-environnemental que nous ayons jamais eu, et l'un des plus anti-environnementaux du monde.* » [4]

Comme l'a récemment écrit un ancien employé d'Environnement Canada, dans une lettre ouverte qui a été largement diffusée :

« *Le Canada représente la deuxième plus grande masse de terre au monde - bien que notre population soit petite, vous pouvez être sûrs que quand un pays qui couvre 7% des terres émergées et a le plus long littoral du monde dit « va te faire foutre » à la protection de l'environnement, cela aura d'énormes répercussions mondiales.* » [5]

## **Contre Kyoto**

L'activité anti-environnementale de Harper ne se limite pas au Canada. Les conservateurs ont également agi pour bloquer tout accord international sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre : un tel accord n'aurait pas seulement une incidence directe sur la production canadienne, elle conduirait d'autres pays à réduire leurs importations en provenance de la nouvelle « superpuissance énergétique ».

En 2002, avant qu'il ne devienne Premier ministre, Stephen Harper écrivit une lettre de collecte de fonds en faveur d'une « *campagne visant à bloquer l'Accord de Kyoto tueur d'emplois, destructeur de l'économie.* » L'accord global pour réduire les émissions de gaz à effet de serre était, écrivait-il, « *un complot socialiste pour soutirer de l'argent aux nations productrices de richesse* », un projet

qui « *paralyserait l'industrie du pétrole et du gaz.* » [6]

Une fois installé, le gouvernement Harper fut un des leaders mondiaux dans la lutte contre tout progrès vers un traité plus efficace. Cinq années de suite, les écologistes du monde entier désignèrent le Canada comme le pays qui faisait le plus pour « retarder, bloquer, et sinon perturber » les négociations visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Au cours de la conférence de l'ONU sur le climat à Copenhague en 2009, 400 organisations non gouvernementales déclarèrent que, de tous les pays industrialisés, le Canada est celui qui présente le pire bilan en matière de contrôle des émissions, du fait qu'il a « *toujours refusé d'adopter un cadre réglementaire pour commencer à réduire les émissions, notamment du secteur en croissance rapide des sables bitumineux.* ... » [7]

En Décembre 2011, quelques jours après avoir réussi à bloquer tout plan concret de réduction des émissions lors des négociations internationales sur le climat à Durban, en Afrique du Sud, le ministre de l'Environnement Peter Kent annonça que le Canada se retirait du protocole de Kyoto - devenant ainsi le premier et jusqu'à présent le seul pays à répudier formellement ce traité mondial sur le changement climatique.

En Février, Kent déclara à la Chambre Calgary du Congrès que sortir de Kyoto était "*(son) cadeau de Noël à (lui)-même - et au Canada.* »

## **Pipelines et chasses aux sorcières**

Aujourd'hui, les exportations canadiennes de pétrole sont destinées à plus de 99% aux États-Unis, mais il y a un doute croissant sur la fiabilité totale de ce client. La production canadienne de pétrole conventionnel est en baisse rapide - entre 1990 et 2005 elle est passée de 1200 à 1050 milliers de barils par jour, et devrait être inférieure à 600 barils par jour d'ici à 2020, de sorte que la croissance de la production provient des sables bitumineux. Dès lors, les campagnes des écologistes américains contre le pétrole sale menacent directement les profits pétroliers du Canada.

La décision du gouvernement Obama de retarder le pipeline Keystone, qui acheminerait le bitume à raffiner des sables bitumineux vers le Sud des États-Unis, confirma le malaise des conservateurs quant au fait de miser sur les marchés américains.

Le gouvernement Harper fait activement pression pour que les politiciens américains donnent le feu vert à Keystone et bloquent toutes les lois qui pourraient être discriminatoires à l'égard du pétrole sale du nord, mais il cherche aussi des clients moins scrupuleux face aux sables bitumineux. Comme l'a dit Harper à Davos en janvier, "*nous assurer une capacité d'exporter nos produits énergétiques au-delà des États-Unis et plus particulièrement en Asie sera pour nous une priorité nationale.*" [8]

L'élément essentiel de ce plan est le Northern Gateway, un projet de pipeline pour relier les sables bitumineux à l'océan Pacifique. Un rapport préparé par le Conseil National de Défense des Ressources Naturelles, l'Institut Pembina et la Living Oceans Society, explique quelques-uns des dangers environnementaux de ce plan.

« *Le projet de pipeline Gateway Nord transporterait du bitume dilué fortement acide et corrosif depuis les sables bitumineux de l'Alberta jusqu'à Kitimat, sur la côte nord de la Colombie-Britannique, à travers près de 1200 kilomètres (750 miles) de paysages sauvages et instables. Le pipeline desservirait chaque année plus de 220 supertankers empruntant les voies maritimes de la côte Nord de la Colombie-Britannique, d'où les navires géants ont été exclus par crainte qu'une*

*marée noire détruit de précieuses ressources naturelles côtières.* » [9]

Une grande partie du tracé proposé pour le pipeline traverse les territoires des Premières nations, qui n'ont jamais été cédés au Canada ou à la Colombie-Britannique. Ces communautés sont pratiquement unanimes pour s'opposer au projet, malgré les tentatives de Enbridge de les soudoyer avec des promesses d'emplois ou d'argent. Signée par 66 Premières Nations, la « Déclaration pour le sauvetage du Fraser » affirme fermement :

*« Une menace pour le fleuve Fraser et sa source est une menace pour tous ceux qui dépendent de son état de santé. Nous ne permettrons pas que notre poisson, nos animaux, Nos plantes, notre peuple et notre mode de vie soient mis en danger. » Nous nous sommes réunis pour défendre ces terres et ces eaux contre une grave menace : le projet de pipeline Northern Gateway d'Enbridge. Ce projet qui relierait les sables bitumineux à l'Asie par le biais de nos territoires et du bassin amont de ce grand fleuve, et le processus fédéral pour l'approuver, violent nos lois, nos traditions, nos valeurs et nos droits inhérents en tant que peuples autochtones, reconnus par le droit international. Nous sommes unis pour exercer notre Titre inhérent, nos droits, et notre responsabilité à l'égard de nous-mêmes, de nos ancêtres, de nos descendants et des peuples du monde, pour défendre ces terres et les eaux. Nos lois l'exigent de nous.*

« Par conséquent, conformément à nos lois ancestrales, à nos titres, droits et responsabilités, nous déclarons : » Nous ne permettrons pas que le pipeline Northern Gateway d'Enbridge, ou des projets similaires avec les sables bitumineux, traversent nos pays, territoires et bassins versants, ou les itinéraires de migration océanique des saumons du fleuve Fraser.

« Nous sommes catégoriques et résolus dans la présente déclaration, conforme à nos lois indigènes et à notre autorité. Nous interpellons tous ceux qui voudraient mettre en danger nos terres et nos eaux - nous avons assez souffert, nous protégerons nos bassins versants, et nous ne tolérerons pas cette grande menace pour nous et les générations futures ». [10]

A l'instar des racistes du Sud des Etats-Unis qui s'opposaient au mouvement des droits civiques dans les années 1960, les conservateurs imputent ce refus indigène à des agitateurs extérieurs - le ministre des Ressources naturelles Joe Oliver parle de « *groupes environnementaux et d'autres groupes radicaux* », financés par « *des groupes d'intérêt particulier étrangers.* » Ils utilisent cette excuse pour justifier une chasse aux sorcières contre tous ceux qui s'opposent à leurs plans.

La sénatrice conservatrice Nicole Eaton, membre de la très riche famille Eaton, déclara au Sénat le 2 Février :

*"Il s'agit d'une manipulation politique. D'un trafic d'influence. Des millions de dollars camouflés en dons de charité sont envoyés frauduleusement d'un pays à un autre, vers des comptes bancaires ou des organismes de charité fantômes qui, dans certains cas, ne servent qu'à l'évasion fiscale. Ils versent de l'argent à d'autres organismes de bienfaisance sans divulguer à quoi ces fonds sont destinés. Cette enquête porte sur la façon dont des fondations étrangères détenant des milliards de dollars se sont installées au Canada sans tambour ni trompette et, sous le couvert de supposées activités de bienfaisance, tentent de s'ingérer dans nos politiques internes. »*

Elle annonça une enquête officielle du Sénat sur « *cette manipulation inquiétante des affaires internes du Canada par des intérêts étrangers.* » [11]

Dans le même temps, le budget fédéral, qui a taillé dans la plupart des programmes pro-environnementaux au nom de la réduction du déficit, comporte 8 millions de dollars de fonds nouveaux pour payer les contrôles fiscaux des organismes de bienfaisance aux buts

environnementaux qui s'opposent au développement des sables bitumineux. Il est peu probable qu'une activité illégale soit identifiée - les organismes de bienfaisance sont autorisés à consacrer jusqu'à 10% de leurs dépenses à la sensibilisation politique - mais les audits en eux-mêmes sont gros consommateurs de temps et d'argent. Il s'agit clairement d'une mesure punitive destinée à décourager les groupes ayant le statut d'organismes de bienfaisance de s'opposer aux politiques destructrices de Stephen Harper.

Bien sûr, il n'est pas suggéré que les contrôleurs des impôts ou le Sénat puissent enquêter sur les lobbyistes pro-pipeline tels que le très droitier Institut Fraser, qui a accepté un demi-million de dollars des milliardaires US du pétrole (et partisans du Tea Party) Charles et David Koch. Il n'y aura aucun contrôle du fait que plus de 70 pour cent de la production des sables bitumineux est aux mains de sociétés et d'individus basés dans d'autres pays. [12]

Parce que, pour les conservateurs, la vraie question n'est pas et n'a jamais été de s'opposer à "*la manipulation des affaires internes du Canada par des intérêts étrangers* », mais de protéger les profits de l'industrie pétrolière et de punir les critiques de l'industrie.

### **Ce qui est bon pour les compagnies pétrolières...**

La politique de Harper visant à faire du Canada une « superpuissance énergétique » est intrinsèquement anti-environnementale.

Comme James Hansen l'écrit : « *Aujourd'hui, nous sommes confrontés à la nécessité de réaliser des réductions rapides des émissions mondiales de combustibles fossiles et de supprimer progressivement presque toute émission par les combustibles fossiles, d'ici le milieu du siècle.* » [13]

Au lieu de contribuer à ce processus, le gouvernement Harper promeut activement la production accrue de combustibles fossiles. Et pas n'importe quel combustible fossile - le plus sale de tous les pétroles, un produit dont l'impact sur le climat et l'environnement en général est beaucoup plus dommageable que celui du pétrole conventionnel.

Contrairement aux vœux pieux (*wishful thinking*) de l'opposition néo-démocrate, libérale, et verte, il n'y a pas moyen de rendre l'exploitation des sables bitumineux « soutenables ». Des centaines de kilomètres carrés de forêt et de fondrières de mousse dans le nord de l'Alberta ont déjà subi des dommages irréparables : aucun programme de restauration ne pourra remettre ces écosystèmes dans leur état original ou dans un état approchant.

Même si le processus d'extraction et de production pouvait être rendu un peu plus propre, aucun niveau de production pétrolière ne pourrait être considéré comme sûr vu que la concentration atmosphérique en CO<sub>2</sub> est proche (et peut-être déjà au-delà) du seuil à partir duquel un changement climatique catastrophique devient inévitable. La volonté de Harper de doubler la production d'ici à 2020 est tout à fait irresponsable, un crime contre la planète et l'humanité.

Un gouvernement vraiment préoccupé de l'avenir de l'humanité cesserait toute expansion des sables bitumineux immédiatement et planifierait rapidement la fin de la production actuelle, tout en fournissant des emplois ou des revenus équivalents à tous les travailleurs déplacés.

Mais les populations ne sont pas prioritaires pour le gouvernement Harper. De même que ce patron de l'automobile qui disait en 1950, "Ce qui est bon pour General Motors est bon pour le pays », Stephen Harper démontre par ses actions que, pour lui, ce qui est bon pour les compagnies pétrolières est bon pour le Canada.

Terres ruinées, rivières empoisonnées, changement climatique incontrôlable - pour lui, ces dommages collatéraux sont un petit prix à payer pour maximiser les profits de l'industrie pétrolière au 21<sup>e</sup> siècle.

## **Ian Angus**

\* Toutes les URL accessibles le 2 ou le 3 juin 2012.

---

## **P.-S.**

\* Paru dans Les Nouveaux Cahiers du Socialisme, N°9, hiver 2013.

\* Traduit de l'anglais par Daniel Tanuro.

\* Ian Angus est rédacteur en chef de la revue écosocialiste en ligne « Climate and Capitalism » (<http://climateandcapitalism.com>). Il est co-auteur, avec Simon Butler, de « Too Many People ? Population, Immigration, and the Environmental » (Haymarket Books, 2011).

---

## **Notes**

[1] Discours du Premier Ministre à la Chambre canadienne de Commerce, 14 juillet 2006.  
<http://pm.gc.ca/eng/media.asp?category=2&pageId=46&id=1247>.

[2] « Game Over for the Climate », New York Times, May 9, 2012.  
[http://www.nytimes.com/2012/05/10/opinion/game-over-for-the-climate.html?\\_r=1](http://www.nytimes.com/2012/05/10/opinion/game-over-for-the-climate.html?_r=1).

[3] Intervention de Stephen Harper au Forum Economique Mondial de Davos, en Suisse, 26 janvier 2012. <http://www.pm.gc.ca/eng/media.asp?category=2&pageId=46&id=4606>

[4] Les Conservateurs accusés d'être 'un des gouvernements le plus anti-environnementaux du monde'  
<http://okanaganshuswap.liberal.ca/must-reads/tories-accused-of-being-one-of-most-anti-environmental-governments-in-the-world/>

[5] An Open Letter to the World on the Governmental Destruction of the Environment in Canada.  
<http://uncloaked.wordpress.com/2012/05/18/an-open-letter-to-the-world-on-the-governmental-destruction-of-the-environment-in-canada/>

[6] Harper's letter dismisses Kyoto as 'socialist scheme'  
<http://www.cbc.ca/news/canada/story/2007/01/30/harper-kyoto.html>

[7] Canada Wins Fossil of the Day Award at Copenhagen.  
[http://www.livableregion.ca/blog/blogs/index.php/2009/12/07/canada\\_wins\\_fossil\\_of\\_the\\_day\\_award\\_at\\_c](http://www.livableregion.ca/blog/blogs/index.php/2009/12/07/canada_wins_fossil_of_the_day_award_at_c)

[8] Stephen Harper, intervention au Forum Economique Mondial de Davos en Suisse, 26 janvier 2012. <http://www.pm.gc.ca/eng/media.asp?category=2&pageId=46&id=4606>

[9] New Report Highlights Dangers Associated with Tar Sands Pipeline to British Columbia.  
<http://www.nrdc.org/media/2011/111129.asp>

[10] Save the Fraser Declaration.  
[http://yinkadene.ca/index.php/resources/save\\_the\\_fraser\\_declaration2012](http://yinkadene.ca/index.php/resources/save_the_fraser_declaration2012)

[11] Involvement of Foreign Foundations in Canada's Domestic Affairs  
[http://parl.gc.ca/Content/Sen/Chamber/411/Debates/054db\\_2012-02-28-e.htm#70](http://parl.gc.ca/Content/Sen/Chamber/411/Debates/054db_2012-02-28-e.htm#70)

[12] News Release, May 10, 2012 : Data from Bloomberg Reveals that 71% of Tar Sands Production Owned by Foreign Interests.  
<http://www.forestethics.org/news/data-bloomberg-reveals-71-tar-sands-production-owned-foreign-interests>

[13] James Hansen, Storms of my Grandchildren. (Bloomsbury, 2009) p. 184